mastercard foundation

L'enseignement secondaire en Afrique

Élargir les parcours vers le travail, les moyens de subsistance et l'apprentissage tout au long de la vie

Synthèse du rapport

NOVEMBRE 2026





Copyright ©2026 Fondation Mastercard

L'enseignement secondaire en Afrique : élargir les parcours vers le travail, les moyens de subsistance et l'apprentissage tout au long de la vie © 2026 Fondation Mastercard est mis à disposition selon les termes de la licence CC BY-NC-SA 4.0. Une copie de cette licence est disponible sur : https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/

Lors de l'utilisation de cette œuvre dans le cadre de la licence Creative Commons, veuillez utiliser la mention suivante pour attribuer cette œuvre à la Fondation Mastercard :

L'enseignement secondaire en Afrique : élargir les parcours vers le travail, les moyens de subsistance et l'apprentissage tout au long de la vie, Fondation Mastercard, novembre 2026, https://doi.org/10.82975/p6hh-s833

Veuillez respecter l'ensemble des conditions de la licence, notamment, l'obligation de ne ni affirmer ni laisser entendre une quelconque approbation, les exigences d'attribution en cas d'œuvres modifiées et les exigences relatives au partage des adaptations d'œuvres.

Certaines parties du présent document ont été élaborées à l'aide d'outils d'intelligence artificielle (IA). L'ensemble du contenu a été examiné, révisé et approuvé par les auteurs, qui demeurent responsables de son contenu.

Remerciements

Nous rendons hommage avec gratitude au Dr Edward K. Brown, dont l'érudition et la sagesse ont contribué à façonner l'initiative Secondary Education in Africa et ont durablement marqué la réflexion et la pratique de la Fondation Mastercard dans ce domaine.

La Fondation Mastercard exprime sa profonde gratitude aux nombreuses personnes, institutions et organisations dont les connaissances, l'expérience et les contributions ont nourri le rapport *L'enseignement secondaire en Afrique : élargir les parcours vers le travail, les moyens de subsistance et l'apprentissage tout au long de la vie*.

Nous sommes profondément reconnaissants aux membres du Groupe consultatif stratégique pour leur engagement réfléchi tout au long de la conception et de la rédaction du présent rapport. Il s'agit de l'honorable Joseph Nsengimana, ministre de l'Éducation du Rwanda, de l'honorable Conrad Sackey, ministre de l'Enseignement de base et de l'Enseignement secondaire supérieur de la Sierra Leone, de Kwame Akyeampong (The Open University), de Jennifer Abomnger (représentante des jeunes), de Pia Rebello Britto (UNICEF), de Hendrina Chalwe Doroba (Banque africaine de développement), de Mamadou Ly (Associates in Research and Education for Development), de Martha R. L. Muhwezi (Forum des éducatrices africaines), d'Angeline Murimirwa (Campaign for Female Education), de Karen Mundy (Université de Toronto), d'Albert Nsengiyumva (Association pour le développement de l'éducation en Afrique), d'Isaac Nyangolo (Zeraki), de Peter Tabichi (lauréat du Global Teacher Prize) et de Marie Pierre Thiam (représentante des jeunes). Leurs conseils et perspectives ont joué un rôle déterminant dans l'élaboration des constats et des recommandations du rapport.

Nous sommes particulièrement reconnaissants aux jeunes qui ont participé aux recherches de référence et aux dialogues nationaux. Leurs expériences, leurs aspirations et leurs points de vue ont été essentiels pour comprendre les opportunités et les obstacles auxquels ils sont confrontés au sein de l'enseignement secondaire et au-delà. Leurs contributions nous rappellent que les jeunes doivent pouvoir faire véritablement entendre leur voix dans l'élaboration de systèmes éducatifs qui les préparent à la poursuite des apprentissages, à un travail digne et épanouissant, et à la vie.

Ce travail n'aurait pas été possible sans l'engagement, la collaboration et les contributions de partenaires à travers l'Afrique. Nous exprimons notre sincère gratitude aux partenaires de recherche qui ont mené les recherches de référence et les études de cas nationales sur lesquelles s'appuie le présent rapport. Il s'agit de l'African Center for Economic Transformation (ACET), du Centre for Education Training and Research (CERT), du Consortium pour la Recherche Économique et Sociale (CRES), d'Ed Tech Hub, d'Education Sub-Saharan Africa (ESSA), d'Elimu-Soko, de Laterite, d'OTHERwise Research, du Policy Studies Institute (PSI), du Research for Equitable Access and Learning (REAL) Centre de l'Université de Cambridge et de l'Entraide universitaire mondiale du Canada (EUMC).

Nous remercions également les équipes pays et les partenaires de la Fondation Mastercard qui ont contribué aux dialogues nationaux sur l'enseignement secondaire. Ces forums ont réuni des points de vue divers et ont permis de garantir que le rapport reflète les contextes nationaux, les priorités, l'expérience de mise en œuvre et les opportunités émergentes.

La Fondation tient à saluer Milena Novy-Marx et Sophia D'Angelo pour leur direction éditoriale et leur gestion de projet, qui ont joué un rôle déterminant dans la réalisation de ce rapport. L'équipe de rédaction et de recherche était dirigée par Kim Kerr et Eunice Muthengi et comprenait Donvan Amenya, Vanessa Bart-Plange, Mallory Baxter, Sheena Bell, Charlotte Booth, Samantha Boynton, Kelsey Hunt, Karen Mundy et Awa Sanou. Nous remercions Pauline Rose pour son soutien et sa relecture technique.

Nous remercions également Annette Mutuku, Joy Doreen Biira, Katie Bailey et Sabelo Dube pour leur rôle moteur dans la production du rapport. Nous remercions l'équipe de Best Editors, Katherine Scott,

Esther Schrader et Matt Benjamin, pour la révision éditoriale, Stacey Berquist, de Q Editing, pour la correction d'épreuves, ainsi que l'équipe d'Amitations, Amit Ramrakha et Mohamed Thiam, pour la conception graphique du rapport.

Enfin, nous adressons nos sincères remerciements aux collègues de la Fondation Mastercard qui ont contribué à ce rapport de diverses manières. Leur temps, leur expertise, leurs points de vue et leurs conseils tout au long du processus ont contribué à renforcer l'élaboration du rapport.



Avant-propos



L'enseignement secondaire doit être une voie d'accès à des opportunités pour chaque jeune, et pas seulement un tremplin vers la poursuite des études. Il doit doter les jeunes des connaissances, des compétences, de la confiance en soi et de la capacité d'agir nécessaires pour accéder à un travail digne et épanouissant et façonner leur avenir. La question n'a jamais été de savoir si l'enseignement secondaire est important, mais plutôt : comment le transformer pour qu'il tienne cette promesse ?

Il y a six ans, le premier rapport *Secondary Education in Africa: Preparing Youth for the Future of Work* (L'éducation secondaire en Afrique : préparer les jeunes à l'avenir du travail) a contribué à faire de l'enseignement secondaire une voie d'accès au travail. Ce deuxième rapport s'inscrit dans le prolongement de cette ambition : élargir l'accès, transformer l'apprentissage et construire les passerelles qui le relient aux moyens de subsistance. Il met l'accent sur la manière dont les systèmes éducatifs doivent évoluer pour que chaque jeune puisse apprendre, réussir ses transitions et participer pleinement à l'économie.

En 2026, la Fondation Mastercard célèbre son 20e anniversaire. Ce rapport, *L'enseignement secondaire en Afrique : élargir les parcours vers* le travail, *les moyens de subsistance et l'apprentissage tout au long de la vie,* fait le lien entre le chemin parcouru par la Fondation dans le domaine de l'éducation et le travail qui reste à accomplir. Ce lien est au cœur de notre stratégie Young Africa Works, qui vise à permettre à 30 millions de jeunes Africains, en particulier des jeunes femmes, d'accéder à un travail digne et épanouissant d'ici 2030.

Pour les 91 % de jeunes d'Afrique subsaharienne qui ne poursuivront pas d'études dans l'enseignement supérieur, les acquis de l'enseignement secondaire revêtent une importance capitale. Celui-ci doit les préparer au travail et à la vie, tout en leur laissant la possibilité de poursuivre leurs apprentissages.

Leurs chances de s'épanouir ne devraient pas dépendre de la poursuite ou non d'études supérieures, mais des choix qui s'offrent à eux à la fin de leurs études secondaires. L'éducation doit donc leur donner les moyens de s'adapter à notre monde en mutation et renforcer leur capacité d'agir pour le façonner.

Le présent rapport plaide pour des apprentissages pertinents et de qualité. Les jeunes ont besoin de compétences fondamentales, notamment des compétences en lecture, en écriture et en calcul, ainsi que des compétences socio-émotionnelles, qui constituent la base de tous les apprentissages ultérieurs.

Ils ont besoin de compétences transférables pour résoudre des problèmes, communiquer, travailler en équipe et s'orienter dans le monde du travail. Cela suppose de développer leurs compétences numériques et celles liées à l'intelligence artificielle, qui ne sont plus facultatives pour les élèves du secondaire, ainsi que de les sensibiliser aux enjeux climatiques et environnementaux. Enfin, les jeunes ont besoin de compétences techniques pour gagner leur vie grâce à un métier, à un emploi salarié ou à la création de leur propre entreprise.

La Décennie de l'éducation et du développement des compétences de l'Union africaine (2025–2034) et la Stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique (2026–2035) créent un contexte particulièrement propice à l'action. Ce rapport présente des données probantes pour aider à traduire l'ambition continentale en priorités nationales, en investissements et en mesures de mise en œuvre.

Pour parvenir à la scolarisation universelle dans l'enseignement secondaire, l'Afrique subsaharienne a besoin d'environ 10,7 millions d'enseignants supplémentaires dans le secondaire d'ici 2030. Les pénuries sont particulièrement aiguës dans les communautés marginalisées, notamment dans les zones accueillant des réfugiés et des personnes déplacées.

Répondre à ce besoin ne se résume pas à recruter davantage d'enseignants. Cela exige de les former, de les accompagner et de les fidéliser, d'investir dans leur développement professionnel et leur bien-être. Cela suppose aussi de renforcer le leadership des chefs d'établissement, les mécanismes de

financement et les données et de créer des liens plus étroits avec les employeurs. L'ensemble de ces mesures permettra aux enseignants de disposer des outils et des conditions nécessaires pour aider les jeunes à s'épanouir.

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude aux chercheurs, aux décideurs politiques, aux éducateurs, aux communautés, aux partenaires, à l'équipe de la Fondation Mastercard et aux jeunes dont les réflexions et perspectives ont nourri et enrichi le présent rapport. Leurs contributions confortent une conviction fondamentale au cœur de notre action : un changement durable se construit avec les personnes et les institutions les plus proches des défis et des solutions.

Ce qui compte le plus pour nous, à la Fondation Mastercard, c'est la différence que ce travail peut apporter dans la vie des jeunes : la possibilité de continuer à apprendre, de construire des moyens de subsistance et de façonner leur propre avenir. J'espère que le présent rapport renforcera notre responsabilité collective de faire de cette promesse une réalité. Agissons sur la base des données probantes, en plaçant les jeunes au centre de chaque décision.

Sewit Ahderom
Présidente-directrice générale
Fondation Mastercard



Synthèse du rapport

L'enseignement secondaire jouera un rôle déterminant dans la construction de l'avenir de l'Afrique. Pour la majorité des jeunes Africains, il constitue la dernière étape de la scolarité formelle avant leur entrée dans le monde du travail.[1] Il offre ainsi aux gouvernements une occasion décisive de toucher un grand nombre de jeunes et de les doter des connaissances, des compétences, de la confiance en soi, de la capacité d'agir et de l'adaptabilité nécessaires pour évoluer dans un marché du travail en pleine mutation. L'enseignement secondaire contribuera, de ce fait, à façonner la future main-d'œuvre africaine, la productivité économique et les citoyens du continent. Alors que le taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur n'atteint que 9 % en Afrique subsaharienne,[2] l'enseignement secondaire demeure la plateforme la plus puissante et la plus influente du continent pour préparer une population jeune et en pleine croissance à l'avenir.

La jeunesse africaine constitue l'un des principaux atouts en matière de capital humain au XXIe siècle. Abritant la génération de jeunes la plus nombreuse que le monde ait jamais connue, l'Afrique entre dans une phase de transformation démographique sans précédent. D'ici à 2035, plus de 330 millions de jeunes en Afrique subsaharienne atteindront l'âge de travailler, un chiffre qui dépasse le total cumulé de toutes les autres régions du monde. Si elle bénéficie d'une éducation, de compétences, d'un soutien et d'opportunités adaptés, cette génération a le potentiel de stimuler une croissance inclusive, d'accélérer l'innovation et de façonner un avenir plus prospère et durable. La Stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique (CESA 2026–2035) de l'Union africaine reflète cet impératif en plaçant l'expansion de l'accès à l'éducation, le développement des compétences, l'innovation, l'inclusion et l'apprentissage tout au long de la vie au cœur du programme de développement du continent.[3]

L'Afrique a réalisé des progrès notables en matière d'expansion de l'accès à l'enseignement secondaire ainsi que dans la mise en œuvre de réformes visant à en améliorer la qualité et la pertinence. Toutefois, la forte augmentation des effectifs scolaires s'explique en grande partie par le passage d'un plus grand nombre d'élèves au sein du système éducatif, tandis que les acquis scolaires, la progression, l'achèvement des études et l'équité d'accès demeurent des défis majeurs. L'enjeu consiste à garantir la mise en œuvre efficace des réformes et leur impact concret sur l'apprentissage, la progression, l'obtention d'un



diplôme et les perspectives d'avenir des jeunes. Les systèmes d'enseignement secondaire doivent les préparer à s'orienter dans le monde du travail, à l'entrepreneuriat, à la poursuite d'études, à la citoyenneté et à la vie dans un environnement de plus en plus dynamique et incertain. Ils doivent également reconnaître les jeunes comme des acteurs à part entière des décisions qui affectent leur éducation et leurs moyens de subsistance. La jeunesse africaine est prête à contribuer à façonner l'avenir du continent et mérite des systèmes éducatifs capables d'investir dans son potentiel.

Ce rapport répond à la question suivante : ***comment les systèmes d'enseignement secondaire doivent-ils évoluer pour toucher tous les jeunes et les préparer à s'orienter dans des parcours diversifiés et en constante évolution à travers l'apprentissage, le travail, les moyens de subsistance et la vie ?*** Pour ce faire, il s'articule autour de trois parties et de neuf chapitres qui examinent chacun une question cruciale concernant l'avenir de l'enseignement secondaire en Afrique.

Première partie : Pourquoi l'enseignement secondaire doit se transformer

Chapitre 1 : Comprendre l'état actuel de l'enseignement secondaire en Afrique – Comment l'enseignement secondaire a-t-il évolué en Afrique depuis 2020, et parvient-il à atteindre et à préparer les jeunes de manière efficace et équitable ?

Chapitre 2 : Réorienter l'enseignement secondaire face à un monde du travail en mutation – Comment les évolutions démographiques, technologiques, économiques et environnementales redessinent-elles les parcours que suivront les jeunes, et qu'est-ce que cela signifie pour le rôle futur de l'enseignement secondaire ?

Deuxième partie : Ce qu'un système d'enseignement secondaire transformé doit offrir

Chapitre 3 : Renforcer les compétences et réformer les programmes d'études pour le travail et pour des moyens de subsistance productifs – De quelles connaissances, compétences, mentalités et capacités les jeunes ont-ils besoin pour s'orienter dans des parcours diversifiés et en constante évolution, et comment les programmes d'études secondaires peuvent-ils être réformés pour aider les jeunes à les développer ?

Chapitre 4 : Intégrer le soutien à la transition vers le travail dans l'enseignement secondaire – Comment les établissements scolaires et les systèmes éducatifs aident-ils les jeunes à réussir leur transition vers le monde du travail grâce à l'orientation professionnelle, l'apprentissage en milieu professionnel et les mécanismes de soutien à la transition plus larges ?

Chapitre 5 : Donner aux enseignants et aux chefs d'établissement les moyens de mener à bien la transformation – Comment les enseignants, les chefs d'établissement et l'ensemble du personnel éducatif évoluent-ils pour soutenir des apprenants et des parcours plus diversifiés, tant dans le système éducatif qu'au-delà ?

Chapitre 6 : Rendre l'enseignement secondaire formel accessible aux apprenants marginalisés – Comment les établissements d'enseignement secondaire formels deviennent-ils plus équitables, plus à l'écoute et plus inclusifs pour les jeunes les plus susceptibles d'être laissés pour compte ?

Chapitre 7 : Créer des parcours flexibles au-delà de l'éducation formelle – Comment les pays créent-ils des parcours plus flexibles, certifiés et interconnectés qui permettent aux jeunes d'accéder aux opportunités d'apprentissage, de les interrompre et de passer d'une opportunité à l'autre en fonction de l'évolution de leur situation ?

Chapitre 8 : Utiliser la technologie pour renforcer l'enseignement, l'apprentissage et l'efficacité du système – Comment la technologie et l'IA sont-elles utilisées pour élargir l'accès à l'enseignement secondaire, améliorer l'enseignement et l'apprentissage, renforcer les systèmes et atteindre les jeunes de manière plus efficace et équitable ?

Troisième partie : Comment rendre la transformation possible à grande échelle

Chapitre 9 : Renforcer les systèmes d'enseignement secondaire pour offrir un enseignement secondaire inclusif et flexible – Comment les pays renforcent-ils le financement, le leadership, la gouvernance et les partenariats afin d'impulser la transformation des systèmes ?



Aperçu des principales conclusions du rapport

Première partie : Pourquoi l'enseignement secondaire doit se transformer

1

La croissance des inscriptions est plus rapide que les améliorations en matière de progression. Environ 85 % de la hausse récente des inscriptions est due à des cohortes plus importantes, tandis que les progrès dans la réduction du taux de non-scolarisation ont été beaucoup plus lents.

2

L'accès au deuxième cycle du secondaire demeure un défi majeur. Lors de cette transition, les apprenants se heurtent à des obstacles financiers, à un nombre limité de places, aux examens et, dans certains pays, à la fin de la scolarité obligatoire ou de la gratuité de l'enseignement.

3

Chaque année, plus de 10 millions de jeunes arrivent sur le marché du travail africain, alors que seuls trois millions d'emplois formels devraient être créés annuellement, faisant de la transition de l'apprentissage à des moyens de subsistance durables l'une des priorités les plus urgentes du continent.

Deuxième partie : Ce qu'un système d'enseignement secondaire transformé doit offrir

4

La réforme des programmes scolaires a progressé plus rapidement que les systèmes requis à sa mise en œuvre. Les changements apportés à l'évaluation, à la formation des enseignants, aux infrastructures et aux ressources pédagogiques n'ont pas toujours suivi le rythme des réformes des programmes scolaires.

5

Les systèmes d'enseignement secondaire général et technique ne garantissent pas toujours un accompagnement complet qui facilite la transition des jeunes vers le monde du travail. Les liens avec les employeurs et l'accès aux services holistiques essentiels sont insuffisants, notamment pour les jeunes défavorisés. Il est clairement établi que l'orientation professionnelle, le mentorat, la formation en milieu professionnel, les stages, l'apprentissage professionnel, le soutien à l'entrepreneuriat ainsi que les réseaux professionnels et communautaires sont essentiels.

6

L'Afrique subsaharienne a besoin d'environ 10,7 millions d'enseignants supplémentaires dans le secondaire pour parvenir à l'accès universel à l'enseignement secondaire d'ici 2030. Le défi ne se limite toutefois pas à l'offre. De nombreux pays sont confrontés à d'importantes inefficacités en matière de déploiement. Les pénuries se concentrent dans les zones rurales, isolées, fragiles et mal desservies, tandis que certaines zones urbaines connaissent une offre excédentaire d'enseignants.

7

L'expansion des systèmes d'enseignement secondaire a certes ouvert la porte à des millions de jeunes, mais le taux d'achèvement du deuxième cycle du secondaire reste faible et limité à 35,4 %. Les élèves issus de zones rurales et de familles à faibles revenus, les élèves handicapés, les adolescents réfugiés et déplacés, ainsi que ceux qui cumulent plusieurs obstacles, rencontrent des difficultés d'apprentissage particulièrement importantes au sein du système d'éducation formelle. L'accès à l'école ne garantit ni une fréquentation régulière, ni un apprentissage effectif, ni l'achèvement des études ou une transition réussie après le secondaire.

8

Avec 77 millions de jeunes en âge de fréquenter l'école secondaire qui ne sont pas scolarisés, dont 31 millions vivant dans des contextes touchés par des crises, de nombreux apprenants continuent de faire face à des circonstances difficiles qui compromettent la continuité de leur parcours scolaire**.** Les parcours d'apprentissage flexibles sont de plus en plus reconnus, mais leur financement et leur intégration à grande échelle demeurent des défis.

9

La technologie offre de nouveaux moyens de surmonter les contraintes de longue date en matière d'accès, de qualité et de capacité du système. Cependant, les infrastructures numériques dans les écoles d'enseignement secondaire africaines n'ont connu qu'une amélioration marginale au cours de la dernière décennie. En 2025, moins de la moitié des écoles étaient connectées à Internet et à peine plus de la moitié disposaient d'ordinateurs.

Troisième partie : Comment rendre la transformation possible à grande échelle

10

Le principal défi de l'enseignement secondaire tient désormais à la mise en œuvre : il s'agit de traduire des politiques ambitieuses et des innovations prometteuses en changements durables à grande échelle, tout en réduisant les inégalités et en renforçant les capacités des systèmes et du corps enseignant. Pour y parvenir, il est indispensable de renforcer les capacités financières, institutionnelles et techniques nécessaires afin d'harmoniser les plans, les budgets et les institutions autour de priorités communes, de garantir une allocation équitable des ressources, de soutenir la mise en œuvre des politiques du niveau national jusqu'au niveau des établissements scolaires et de s'appuyer sur des données probantes pour un apprentissage et une adaptation continus.

11

Les contraintes de financement s'intensifient à mesure que la demande continue d'augmenter. Le coût annuel estimé de la réalisation de l'Objectif de développement durable 4 (ODD 4) dans l'enseignement secondaire s'élève à 82 milliards de dollars. Depuis 2020, 18 pays africains ont consacré davantage de ressources au service de la dette qu'à l'éducation, ce qui souligne comment l'augmentation des obligations d'endettement entre directement en concurrence avec les investissements dans l'apprentissage et le capital humain. Les contraintes budgétaires et les priorités concurrentes rendent les décisions relatives à l'allocation équitable des ressources, à l'efficience et à une mise en œuvre efficace de plus en plus cruciales.



Première partie : Pourquoi l'enseignement secondaire doit se transformer

Cette section présente le contexte du rapport et examine les progrès accomplis depuis la publication, en 2020, du premier rapport intitulé *Secondary Education in Africa: Preparing Youth for the Future of Work* (L'éducation secondaire en Afrique : préparer les jeunes à l'avenir du travail). Elle met également en évidence les défis persistants et les mutations du monde du travail que les jeunes se préparent à intégrer.

Chapitre 1 : Comprendre l'état actuel de l'enseignement secondaire en Afrique

De plus en plus de jeunes Africains ont accès à l'enseignement secondaire et achèvent leurs études, dans des proportions jamais atteintes auparavant. À travers l'Afrique, le premier cycle fait généralement partie de l'enseignement de base et offre un solide socle de formation générale, tandis que le deuxième cycle propose des parcours plus spécialisés, généraux, techniques ou professionnels. L'âge des apprenants, les niveaux scolaires et la structure de ces parcours varient selon les pays. Le nombre d'élèves inscrits dans le secondaire est passé de 78 millions en 2015 à 110 millions en 2024.[4] Au cours de la même période, le taux d'achèvement du premier cycle de l'enseignement secondaire est passé de 41 % à 48 %, tandis que celui du deuxième cycle est passé de 30 % à 35 %.[5]

Ces progrès s'accompagnent d'avancées significatives en matière d'égalité entre les sexes. Au premier cycle de l'enseignement secondaire, les filles et les garçons achèvent désormais leur scolarité à des taux pratiquement équivalents, même si des disparités importantes persistent au sein des pays et entre les pays.[6] Au deuxième cycle de l'enseignement secondaire, l'écart entre les taux d'achèvement des filles et des garçons s'est réduit à 1,4 point de pourcentage, avec un léger avantage pour les garçons en moyenne.[7]

Pourtant, les taux de non-scolarisation sont restés largement inchangés. Les systèmes éducatifs africains sont confrontés à un cercle vicieux d'ordre démographique : malgré la hausse du

nombre d'élèves scolarisés et de diplômés, la croissance démographique rapide et continue maintient à un niveau élevé le nombre de jeunes exclus du système éducatif.[8] Environ 77 millions de jeunes en âge de fréquenter l'enseignement secondaire ne sont toujours pas scolarisés.[9] Parmi eux, environ 31 millions ont vu leur parcours scolaire perturbé par des conflits armés, des déplacements forcés, des catastrophes naturelles ou de graves chocs socio-économiques.[10]

Les systèmes éducatifs africains sont confrontés à un cercle vicieux d'ordre démographique : malgré la hausse du nombre d'élèves scolarisés et de diplômés, la croissance démographique rapide et continue maintient à un niveau élevé le nombre de jeunes exclus du système éducatif.

Plus de la moitié (54 %) des pertes d'effectifs scolaires surviennent avant l'entrée dans l'enseignement secondaire et lors de la transition entre le premier et le deuxième cycle. Les examens décisifs, la fin de la scolarité obligatoire ou de la gratuité de l'enseignement et les longues distances à parcourir sont autant d'obstacles susceptibles d'entraver ces transitions. Parallèlement, 85 % de la hausse récente des effectifs scolaires s'explique par l'augmentation de la taille des cohortes d'élèves qui progressent dans le système éducatif.[11] Cette expansion est principalement due à la croissance démographique plutôt qu'à une amélioration des taux de transition. L'Afrique doit désormais s'appuyer sur cette dynamique et veiller à ce que les progrès suivent le rythme de la croissance démographique, tout en permettant aux millions de jeunes qui restent exclus de l'enseignement secondaire d'y accéder.

Considérée comme l'un des principaux facteurs d'abandon scolaire dans les systèmes éducatifs, la transition entre le premier et le deuxième cycle de l'enseignement secondaire demeure un moment charnière dans le parcours des jeunes.[12] C'est souvent à ce stade que les élèves commencent à prendre des décisions qui façonneront leur parcours professionnel, leurs études supérieures et leur vie adulte. Cependant, les obstacles financiers, la capacité d'accueil limitée des établissements scolaires, les normes sociales et de genre, l'éloignement géographique, les examens et la fin de l'enseignement obligatoire ou gratuit interrompent fréquemment leur progression précisément à cette étape. Réduire ces obstacles permettrait à des millions d'élèves supplémentaires de bénéficier de l'enseignement secondaire.

De nombreux élèves entrent dans l'enseignement secondaire sans posséder de solides compétences de base en lecture, en écriture et en calcul, ce qui compromet leurs chances de réussite.[13] Ces lacunes d'apprentissage persistent souvent au cours du premier cycle du secondaire et compliquent la progression et l'obtention du diplôme de fin d'études. L'expansion de l'accès à l'enseignement secondaire doit donc s'accompagner d'investissements soutenus dans l'enseignement primaire, les apprentissages fondamentaux et la mise en place d'un dispositif d'accompagnement efficace pour les élèves ayant besoin d'un soutien supplémentaire. Le manque de données limite également notre compréhension de l'apprentissage et du développement des compétences au niveau secondaire. Peu de pays participent à des évaluations comparatives régionales ou internationales. Ces dernières couvrent rarement l'ensemble des compétences requises sur le marché du travail.

L'équité doit être intégrée à la conception et à la mise en œuvre de l'enseignement secondaire. Partout en Afrique, la pauvreté et l'éloignement géographique continuent de freiner la progression scolaire des jeunes.[14] Ces clivages se recoupent souvent avec le handicap, le déplacement de populations, les conflits et les barrières liées au genre, créant ainsi des obstacles multiples et cumulatifs à l'apprentissage, à la progression et à l'achèvement des études.[15] L'équité doit donc être

au cœur de la conception et de la mise en œuvre de l'enseignement secondaire, les ressources et le soutien devant être destinés aux élèves, aux écoles et aux communautés confrontés aux plus grands obstacles.

Les besoins de financement de l'enseignement secondaire continuent de dépasser les ressources disponibles, créant ainsi un défi croissant en matière de financement à travers l'Afrique. La réalisation de l'Objectif de développement durable 4 (ODD 4) des Nations Unies dans ce secteur en Afrique nécessite environ 82 milliards de dollars par an, dont 44 milliards pour le premier cycle et 38 milliards pour le deuxième.[16] Sur les 42 pays disposant de données, seuls 22 consacrent à l'éducation la part de leur PIB recommandée.[17] Depuis 2020, 18 pays africains ont consacré davantage de ressources au service de la dette qu'au financement de l'éducation, ce qui souligne comment l'augmentation des obligations liées à la dette entre directement en concurrence avec les investissements nécessaires au développement de l'apprentissage et du capital humain.[18] La diminution de l'aide extérieure à l'éducation exerce une pression supplémentaire sur des budgets déjà limités.[19] Bien que les financements philanthropiques aient progressé, ils restent largement concentrés dans l'enseignement supérieur. Les progrès futurs dépendront d'une plus grande efficacité du système, de la mobilisation de ressources supplémentaires et d'une allocation ciblée sur les apprenants, les établissements scolaires et les réformes les plus susceptibles d'améliorer les résultats en matière d'accès, d'apprentissage et d'équité.

Chapitre 2 : Réorienter l'enseignement secondaire face à un monde du travail en mutation

Chaque année, plus de 10 millions de jeunes arrivent sur le marché du travail africain, mais seulement trois millions d'emplois formels devraient être créés annuellement, ce qui fait de la transition de l'apprentissage à des moyens de subsistance durables l'une des priorités les plus urgentes du continent.[20] Les systèmes d'enseignement secondaire ne peuvent, à eux seuls, créer des emplois. Les gouvernements ont toutefois un rôle important à jouer dans la mise en place de politiques macroéconomiques et de mesures propices à une croissance économique durable et favorable à la création d'emplois.

Les parcours des jeunes deviennent de plus en plus complexes, combinant ou alternant souvent entre emploi, entrepreneuriat, apprentissage et d'autres formes de travail tout au long de leur vie. En 2025, 19 % des jeunes, soit environ 102 millions de jeunes, n'étaient ni en emploi, ni en études, ni en formation (NEET). Les jeunes femmes représentent 61 % de ce groupe.[21] Réduire le taux d'exclusion des jeunes femmes de l'emploi, de l'éducation et de la formation à un niveau plus proche de celui des jeunes hommes pourrait permettre à environ 15 millions de femmes supplémentaires d'accéder à l'emploi et générer près de 172 milliards de dollars d'activité économique additionnelle.[22]

Près de 90 % des jeunes en emploi en Afrique travaillent dans l'économie informelle. Leurs activités sont généralement peu réglementées et peu protégées et ne bénéficient pas des garanties associées aux contrats formels, aux normes du travail, à la fiscalité ou aux dispositifs de protection sociale.[23] L'informalité constitue ainsi le principal environnement dans lequel la plupart des jeunes débutent et poursuivent leur vie professionnelle. Doter les jeunes des aptitudes et des compétences nécessaires pour améliorer la productivité, la qualité et la résilience de leurs moyens de subsistance afin de réduire la précarité de l'emploi et de multiplier les opportunités stables et sécurisées est essentiel.

Le monde du travail en Afrique évolue et crée de nouvelles possibilités pour cette génération de jeunes. Ces changements multiplient les opportunités, mais rendent les parcours professionnels plus complexes et moins prévisibles. Le secteur des services devrait dépasser l'agriculture et devenir le premier employeur des jeunes Africains d'ici à 2033, porté par la croissance du commerce de détail,

de l'hôtellerie-restauration, des services à la personne ainsi que des industries numériques et créatives.[24] L'IA, les plateformes numériques, les énergies renouvelables, l'agriculture climato-intelligente, la construction écologique et les services environnementaux ouvrent de nouvelles perspectives de participation économique et d'innovation. De nombreux métiers s'appuient désormais sur l'IA, créant de nouveaux rôles et postes tout en en supprimant d'autres. L'impact global de ces évolutions sur l'emploi reste encore incertain. Ces transformations s'inscrivent dans un contexte de mutations démographiques, économiques, technologiques et environnementales plus vastes, notamment la croissance démographique rapide, l'urbanisation, l'innovation technologique et le changement climatique, qui redéfinissent la manière dont les jeunes construisent, gèrent et pérennisent leurs moyens de subsistance.

L'enseignement secondaire doit préparer les jeunes non seulement à occuper un emploi, mais aussi à s'adapter à un monde du travail en constante évolution. Face à la diversification des opportunités professionnelles (services, entrepreneuriat, économie informelle, travail numérique, industries vertes et autres secteurs émergents), les systèmes éducatifs doivent les doter des connaissances, des compétences et de la capacité d'adaptation nécessaires à l'évolution du monde du travail. La préparation à l'emploi ne peut plus être envisagée comme une transition ponctuelle à la fin des études. Elle doit devenir partie intégrante de leur parcours d'apprentissage, leur permettant d'explorer les possibilités, de prendre des décisions éclairées et de se préparer à une vie professionnelle où la formation continue et l'adaptation seront essentielles.





Deuxième partie : Ce qu'un système d'enseignement secondaire transformé doit offrir

Cette section examine comment les systèmes d'enseignement secondaire doivent se transformer pour mieux préparer tous les jeunes au travail, aux moyens de subsistance et à l'apprentissage tout au long de la vie. Elle analyse comment ces systèmes pourraient évoluer selon de multiples dimensions, notamment les programmes et les compétences, la transition vers l'emploi, le personnel éducatif, l'inclusion, les parcours d'apprentissage flexibles et les technologies, en mettant en lumière de nouvelles données probantes et des pratiques prometteuses à travers le continent.

Chapitre 3 : Renforcer les compétences et réformer les programmes d'études pour le travail et pour des moyens de subsistance productifs

Préparer les jeunes au travail et à des moyens de subsistance productifs exige un éventail de connaissances, de compétences et d'aptitudes plus large que jamais. Les connaissances académiques demeurent essentielles, mais ne suffisent plus à elles seules. Les jeunes ont besoin d'un éventail plus large de compétences qui leur permettent de poursuivre leur apprentissage, de s'adapter au changement, de résoudre des problèmes complexes, de travailler en équipe et d'explorer diverses voies après leurs études. Ces compétences se répartissent en trois catégories interdépendantes :

- **Compétences fondamentales :** l'acquisition de compétences en lecture, en écriture, en calcul et en compétences socio-émotionnelles, ancrée dans la maîtrise de la langue d'enseignement, constitue la base de tous les apprentissages ultérieurs.
- **Compétences transférables :** la communication, la pensée critique, la résolution de problèmes, la littératie numérique et la maîtrise de l'intelligence artificielle, ainsi que la sensibilisation aux enjeux environnementaux et climatiques aident les jeunes à s'adapter au

changement et à continuer d'apprendre tout au long de leur parcours.

- **Compétences techniques :** les compétences professionnelles spécifiques, entrepreneuriales et spécialisées notamment dans les métiers verts permettent aux jeunes d'accéder aux possibilités émergentes et de se construire des moyens de subsistance productifs.

Face à ce contexte, les gouvernements africains réagissent par des réformes ambitieuses des programmes scolaires et des compétences. Cependant, les réformes portant sur la formation des enseignants, les environnements d'apprentissage et l'évaluation n'ont pas progressé au même rythme. La réforme des programmes d'études axée sur les compétences figure parmi les transformations éducatives les plus importantes en cours sur le continent. Elle vise à rendre l'apprentissage plus pertinent, appliqué et adapté à l'évolution des réalités économiques et sociales. Elle va au-delà de la simple acquisition de connaissances et s'oriente plutôt vers le développement et l'application des connaissances, des aptitudes, des valeurs et des compétences nécessaires au travail, à la poursuite des études, à la citoyenneté et à la vie en général.

La réussite de ces réformes suppose une transformation qui dépasse le contenu des programmes d'études. Des lacunes persistent dans la mise en œuvre et limitent l'impact de ces efforts. Bien que de nombreux pays aient réalisé d'importants progrès en matière de formation des enseignants et de pédagogie pour concrétiser les promesses des programmes d'études axés sur les compétences, beaucoup d'enseignants restent insuffisamment préparés et les écoles et les salles de classe ne sont pas dotées des ressources et des infrastructures nécessaires pour faciliter un apprentissage expérientiel et pratique. Les examens décisifs continuent de privilégier la restitution des connaissances, alors même que les programmes d'études axés sur les compétences mettent davantage l'accent sur leur application et sur le développement d'un éventail plus large de compétences. Ces examens demeurent très répandus et sont en vigueur entre l'enseignement primaire et le premier cycle du secondaire dans 36 pays, et entre les deux cycles du secondaire dans 46 pays.[25] Pour être efficace, la mise en œuvre exige que ces éléments progressent de concert et soient soutenus par un engagement constant, un investissement à long terme, un appui pratique à la mise en œuvre et des efforts délibérés pour garantir que les réformes atteignent chaque école et chaque élève.

La promesse d'une réforme des programmes scolaires mettra du temps à se concrétiser. De nombreux pays ont réalisé des progrès considérables dans la conception et la mise en œuvre de programmes d'études axés sur les compétences, mais dans bien des cas, il est encore trop tôt pour évaluer pleinement leurs effets sur les pratiques en classe, l'apprentissage et les résultats des élèves.[26] La transformation des programmes scolaires est un processus de longue haleine. Des changements significatifs dépendent non seulement du contenu des programmes, mais aussi de la préparation des enseignants, de la disponibilité des ressources pédagogiques, de la pertinence des systèmes d'évaluation pour l'acquisition des compétences visées, de l'accès des élèves et des enseignants aux infrastructures numériques et de la capacité des établissements scolaires à mettre en œuvre le changement de manière cohérente.

Chapitre 4 : Intégrer le soutien à la transition vers le travail dans l'enseignement secondaire

Au-delà du programme scolaire officiel, l'enseignement secondaire doit évoluer vers un système qui soutienne activement la transition vers le travail ainsi que l'apprentissage tout au long de la vie. Les données probantes soulignent l'importance de l'orientation professionnelle, du mentorat, de l'apprentissage en milieu de travail, des stages, de l'apprentissage professionnel, du soutien à l'entrepreneuriat et des réseaux professionnels et communautaires.[27] Ensemble, ces dispositifs aident les jeunes à comprendre les parcours possibles, à prendre des décisions éclairées, à gagner en confiance, à acquérir

une expérience pratique et à réussir leur transition vers l'emploi, le travail indépendant, l'entrepreneuriat et les études supérieures. La formation à l'entrepreneuriat et les opportunités de la mettre en pratique sont essentielles. Les services d'accompagnement, le financement et les technologies peuvent aider les jeunes à bâtir des entreprises prospères pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille, voire créer des emplois.

Les jeunes vivant dans la pauvreté, les jeunes femmes, les apprenants en situation de handicap, les jeunes réfugiés et déplacés, ainsi que d'autres personnes confrontées à des obstacles multiples, peuvent avoir besoin d'un accompagnement plus soutenu, allant au-delà de l'accès à l'éducation et de la formation. Les approches holistiques peuvent combiner le développement des compétences avec le mentorat, le soutien psychosocial, l'orientation professionnelle, la garde d'enfants, les aménagements pour les personnes handicapées, l'engagement communautaire et d'autres services adaptés à la situation des jeunes.[28] Les informations sur le marché du travail et les données longitudinales qui suivent le parcours de transition des jeunes peuvent aider les gouvernements à concevoir des dispositifs d'accompagnement de la transition plus adaptés.

Un système de transition efficace dépend donc d'une collaboration plus étroite entre les acteurs clés suivants. Les établissements d'enseignement secondaire et de formation peuvent aider les jeunes à acquérir des connaissances et des compétences pertinentes, à explorer différentes voies et à se préparer à la vie active après leurs études. Les employeurs, les entrepreneurs et les acteurs économiques peuvent leur offrir une immersion en milieu professionnel, une expérience pratique, un réseau de contacts et un mentorat, ainsi que des opportunités de mettre en pratique leurs apprentissages dans des situations concrètes. Les gouvernements peuvent fournir des informations sur le marché du travail et créer les conditions propices à une transition réussie grâce à des systèmes de qualifications et d'accréditation, des politiques économiques et de création d'emplois favorables et l'accès aux services de santé, psychosociaux et autres services essentiels.

Chapitre 5 : Donner aux enseignants et aux chefs d'établissement les moyens de mener à bien la transformation

Les enseignants et les chefs d'établissement sont les acteurs clés de la réforme de l'enseignement secondaire. Ils jouent un rôle déterminant dans la mise en œuvre des réformes au niveau des établissements mais doivent être dotés des capacités et des ressources nécessaires pour y parvenir efficacement. Or, le recrutement, la formation, le déploiement et la planification des effectifs n'ont pas suivi le rythme de ces exigences, creusant ainsi l'écart entre les objectifs des systèmes d'enseignement secondaire et les ressources humaines disponibles pour les atteindre.[29] Les enseignants et autres personnels éducatifs travaillent de plus en plus dans des contextes marqués par les conflits, les déplacements de population, les urgences climatiques et sanitaires, ainsi que les crises de santé publique. Des données provenant de plusieurs pays africains indiquent que ces pressions peuvent contribuer à l'épuisement professionnel, à la fatigue émotionnelle, à une baisse de la satisfaction au travail et, en fin de compte, à l'abandon de la profession.[30]

L'Afrique subsaharienne a besoin d'environ 10,7 millions d'enseignants supplémentaires du secondaire pour parvenir à l'éducation secondaire universelle d'ici 2030.[31] Le défi ne se limite pas à un problème d'offre. De nombreux pays sont confrontés à d'importantes difficultés de déploiement. Les pénuries se concentrent dans les zones rurales, isolées, fragiles et mal desservies, tandis que certaines zones urbaines connaissent une offre excédentaire d'enseignants. Les contraintes budgétaires peuvent également empêcher les gouvernements de recruter et d'affecter des candidats qualifiés, même lorsqu'ils sont disponibles.[32] Ces difficultés sont aggravées par les inégalités au sein de la main-d'œuvre,

notamment la sous-représentation des femmes, des enseignants en situation de handicap et des enseignants réfugiés, en particulier aux postes de direction et de spécialistes.[33] Plusieurs pays africains mettent actuellement en œuvre des réformes pour relever ces défis qui dépassent la seule question des effectifs.

L'Afrique subsaharienne a besoin d'environ 10,7 millions d'enseignants supplémentaires du secondaire pour parvenir à l'éducation secondaire universelle d'ici 2030.

La professionnalisation du personnel enseignant nécessite un ensemble cohérent de réformes complémentaires. Partout en Afrique, les gouvernements renforcent les normes professionnelles, les systèmes d'agrément, la formation des enseignants, les parcours de carrière, l'accès aux technologies et aux compétences numériques et liées à l'IA, ainsi que le développement professionnel continu.[34] De plus en plus, le développement professionnel est intégré à la pratique quotidienne des enseignants par le biais du mentorat, du coaching, de l'apprentissage entre pairs et du soutien en milieu scolaire, plutôt que de s'appuyer uniquement sur des formations ponctuelles.[35] Les cadres régionaux et nationaux protègent également le bien-être des enseignants grâce à des réseaux de pairs, un leadership engagé et des services psychosociaux. Ces approches reconnaissent les enseignants non seulement comme des acteurs de la mise en œuvre des réformes, mais aussi comme des professionnels dont l'expertise, le jugement et l'autonomie sont essentiels à l'amélioration de l'enseignement et de l'apprentissage. Ensemble, les réformes qui répondent à ces enjeux peuvent contribuer à créer un corps enseignant compétent, motivé, soutenu et responsabilisé, capable de mener à bien une transformation complexe du système éducatif.

Aucun enseignant ne peut, à lui seul, répondre à l'ensemble des besoins des apprenants. À mesure que les pays mettent en place des programmes d'études axés sur les compétences, renforcent le développement des aptitudes, favorisent l'inclusion, intègrent les technologies et accompagnent l'insertion professionnelle des jeunes, les attentes à l'égard du personnel éducatif augmentent rapidement. Les enseignants ne se contentent pas d'assurer l'enseignement en classe : ils contribuent également au bien-être général des jeunes. Ils jouent aussi un rôle crucial dans la promotion d'un esprit d'entreprise et dans la diffusion d'informations sur le marché du travail local et les perspectives d'emploi.

Les pays repensent donc la composition du corps enseignant. Ils expérimentent des parcours d'enseignement flexibles, notamment des postes d'assistants pédagogiques pour les jeunes diplômés, des éducateurs communautaires, des enseignants contractuels et des enseignants réfugiés. D'autres élargissent l'éventail des professionnels qui soutiennent les apprenants, y compris les mentors, les conseillers, les professionnels du bien-être et les éducateurs communautaires.[36] Certains pays utilisent également de nouveaux modèles de déploiement permettant aux experts rares, tels que les spécialistes de l'inclusion, les enseignants de sciences, de technologie, d'ingénierie et de mathématiques (STEM) ou les conseillers pédagogiques, d'intervenir dans plusieurs établissements scolaires plutôt que d'être basés dans un seul lieu. Ces approches esquissent la voie à un corps enseignant plus diversifié et plus flexible, dans lequel les enseignants qualifiés demeurent au cœur du dispositif et sont épaulés par un éventail plus étendu de professionnels formés.

Des chefs d'établissement compétents contribuent à traduire les réformes du système éducatif en améliorations concrètes dans les écoles et les salles de classe. Face à la complexification des systèmes éducatifs et à la diversification des modèles de main-d'œuvre, les chefs d'établissement jouent un rôle de plus en plus crucial : ils créent les conditions d'un enseignement

efficace, soutiennent la formation continue, coordonnent les équipes pluridisciplinaires et traduisent les réformes nationales en actions durables dans les salles de classe. Partout en Afrique, les gouvernements privilégient des approches plus structurées pour leur sélection, leur formation et leur accompagnement.[37] Le renforcement continu de cette fonction sera essentiel à la fidélisation et à la motivation des enseignants, à la qualité de l'enseignement, au bien-être des apprenants et à la réussite de la mise en œuvre de la réforme.

Chapitre 6 : Rendre l'enseignement secondaire formel accessible aux apprenants marginalisés

L'expansion des systèmes d'enseignement secondaire a permis à des millions de jeunes d'accéder à l'école, mais cette opportunité n'est pas accessible à tous de manière égale. La gratuité de l'enseignement, l'élargissement de l'offre scolaire et d'autres réformes ont permis à un plus grand nombre de jeunes de s'inscrire dans l'enseignement secondaire.[38] Cependant, de nombreux apprenants continuent de quitter le système éducatif avant d'atteindre ou de terminer le secondaire.[39] L'accès, à lui seul, ne garantit pas non plus une fréquentation régulière, une participation effective, des apprentissages de qualité, l'achèvement des études ou une transition réussie après le secondaire.

Parvenir à une véritable inclusion exige d'identifier et de lever l'ensemble des obstacles auxquels les jeunes sont confrontés. Bien que la gratuité de l'enseignement secondaire soit l'une des réformes les plus importantes du continent, et qu'elle soit passée du stade de la politique à celui de la mise en œuvre, les coûts cachés liés au transport, aux uniformes, aux repas, aux frais d'examen, au matériel pédagogique, aux produits d'hygiène menstruelle et aux dispositifs d'assistance continuent d'empêcher de nombreux jeunes de participer pleinement à la vie scolaire.[40] Des mesures ciblées telles que les transferts monétaires, les bourses d'études, les repas scolaires, la protection sociale et les subventions par élève basées sur l'équité peuvent contribuer à garantir que l'élargissement des possibilités se traduise par des résultats plus équitables.[41] Elles sont d'autant plus efficaces lorsqu'elles s'accompagnent d'efforts visant à améliorer le bien-être, la santé, la sécurité, à lutter contre la discrimination, les normes sociales restrictives et autres conditions qui affectent directement la capacité des jeunes à apprendre et à s'épanouir.

L'inclusion dépend aussi de ce qui se passe à l'intérieur des écoles et des salles de classe. Face à la diversité croissante des élèves scolarisés dans le secondaire, les enseignants ont besoin de compétences renforcées en remédiation, en pédagogie différenciée, en pédagogie sensible au genre et inclusive du handicap, ainsi qu'en apprentissage multilingue. Si les gouvernements intègrent de plus en plus ces approches dans la formation continue des enseignants et les programmes scolaires, les données probantes sur leur mise en œuvre efficace restent rares.

De nombreux jeunes continuent de vivre à plus de cinq kilomètres de l'établissement d'enseignement secondaire le plus proche. Une offre de services adaptée au contexte local permet de rapprocher l'éducation des apprenants dont les besoins ne sont pas satisfaits par les modèles traditionnels. Les écoles communautaires, les initiatives menées par des réfugiés, les structures confessionnelles et d'autres approches ancrées localement répondent souvent à des situations que les systèmes publics peinent à gérer, notamment dans les contextes défavorisés et isolés. Les établissements secondaires privés à faible coût peuvent également jouer un rôle important en élargissant l'accès à l'éducation là où la demande dépasse les capacités des systèmes publics, même si leur contribution soulève des questions spécifiques liées à l'accessibilité financière, à l'équité, à la qualité et à la réglementation.[42] Il convient de reconnaître la contribution de ces modèles de prestation complémentaires, tout en garantissant des normes de qualité claires et appropriées, des mécanismes solides de protection et de redevabilité, une réglementation efficace et une adéquation aux objectifs nationaux d'éducation.

Certains des apprenants les plus marginalisés restent exclus des systèmes de données et de planification. Le manque de données précises et exhaustives sur les jeunes en situation de handicap, les jeunes déplacés ou ceux confrontés à des obstacles multiples demeure un défi majeur pour la conception de systèmes éducatifs équitables.

Des données plus robustes sur les apprenants et les établissements scolaires permettraient de repérer les élèves exclus du système éducatif, de localiser les obstacles et de déterminer si les réformes améliorent la participation et l'apprentissage pour tous. Les données, à elles seules, ne suffisent toutefois pas à expliquer pleinement le vécu des jeunes. Les apprenants confrontés à l'exclusion doivent avoir de réelles possibilités de contribuer à l'élaboration des politiques, des pratiques et des services destinés à les soutenir.[43] Leurs points de vue peuvent aider à identifier les obstacles que les données administratives occultent souvent et à garantir que les réformes tiennent compte des réalités vécues. L'inclusion est optimale lorsque les systèmes répondent aux besoins, aux aspirations, aux connaissances et à la parole des jeunes.

L'inclusion est optimale lorsque les systèmes répondent aux besoins, aux aspirations, aux connaissances et à la parole des jeunes.

Chapitre 7 : Créer des parcours flexibles au-delà de l'éducation formelle

L'enseignement secondaire formel demeure la principale voie d'accès à l'éducation pour la plupart des jeunes, mais ne peut être considéré comme l'unique parcours possible. Avec 77 millions de jeunes en âge de fréquenter l'école secondaire qui ne sont pas scolarisés,[44] dont 31 millions vivant dans des contextes de crise,[45] de nombreux apprenants sont confrontés à des circonstances qui rendent difficile leur scolarisation continue dans le système traditionnel. Élargir les perspectives d'avenir implique donc de multiplier les parcours leur permettant de poursuivre leur apprentissage, d'acquérir des compétences pertinentes, d'obtenir des qualifications reconnues et d'accéder à l'emploi et à des moyens de subsistance productifs.

Les programmes d'apprentissage flexibles ont permis aux jeunes de réintégrer le système éducatif formel, d'acquérir des compétences fondamentales et d'accéder à de meilleurs moyens de subsistance. Les données issues des programmes d'apprentissage flexibles montrent que des modèles bien conçus peuvent renforcer l'alphabétisation, le calcul et d'autres compétences fondamentales, tout en créant des voies de retour vers l'éducation formelle, la formation professionnelle, l'entrepreneuriat et l'emploi.[46] De nombreux modèles performants associent une formation flexible, des approches centrées sur l'apprenant, une adaptation au contexte local et un accompagnement ciblé pour lever les obstacles qui, initialement, excluaient les apprenants. Associées à des qualifications reconnues et à des parcours de progression, ces approches peuvent offrir des voies crédibles vers la poursuite d'études, le développement des compétences, l'accès à l'emploi et l'entrepreneuriat.[47]

Partout en Afrique, les gouvernements reconnaissent de plus en plus les parcours flexibles comme des composantes légitimes des systèmes éducatifs nationaux. Depuis 2020, un nombre croissant de pays ont renforcé les politiques, les lignes directrices et les dispositifs institutionnels qui soutiennent les parcours d'apprentissage flexibles.[48] Programmes d'enseignement accéléré, parcours de réinsertion et autres programmes d'apprentissage flexibles aident les jeunes à renouer avec l'éducation et à poursuivre leur parcours d'apprentissage. Les microcertifications offrent une alternative aux jeunes en leur permettant de suivre des formations plus courtes et de cumuler des acquis reconnus au fil du temps, lorsque des cursus plus longs ne leur sont pas

immédiatement accessibles. Ces programmes sont particulièrement importants pour les jeunes déscolarisés, les apprenants déplacés et ceux dont la scolarité a été interrompue.

Les cadres nationaux des qualifications, les systèmes de reconnaissance des acquis antérieurs et les politiques d'équivalence peuvent garantir que les apprentissages acquis en dehors du cadre scolaire formel sont reconnus, certifiés et reliés à la poursuite des études, à la formation et à l'emploi.[49] Ces mécanismes contribuent à faire des parcours flexibles des voies d'avenir crédibles, menant à des qualifications reconnues et à des perspectives concrètes. Cela témoigne d'une reconnaissance croissante du fait que les parcours flexibles constituent un moyen viable d'atteindre l'objectif de l'enseignement secondaire universel.

Développer ces parcours flexibles tout en préservant leur capacité à répondre aux besoins des apprenants sera essentiel. Plusieurs pays ont démontré que des parcours flexibles peuvent être intégrés avec succès aux systèmes éducatifs nationaux et étendus à un plus grand nombre d'apprenants. Cependant, de nombreux programmes restent insuffisamment financés par les budgets de l'éducation, insuffisamment intégrés aux systèmes éducatifs nationaux ou déconnectés des programmes d'études officiels, des qualifications reconnues et des parcours de progression.[50] Amplifier leur impact repose sur plusieurs conditions : un financement durable, une gouvernance efficace, des systèmes de données intégrés, des normes de qualité uniformes et des parcours clairs reliant l'offre flexible à la poursuite des études, au développement des compétences, à la formation, à l'entrepreneuriat et à l'emploi. Ces parcours flexibles devraient devenir des composantes à part entière des systèmes éducatifs nationaux, planifiées, financées, accréditées et encadrées, afin de répondre aux besoins des jeunes et de les aider à accéder à des opportunités concrètes.

Chapitre 8 : Utiliser la technologie pour renforcer l'enseignement, l'apprentissage et l'efficacité du système

L'éducation numérique se développe rapidement en Afrique, mais son impact sur l'apprentissage au niveau secondaire reste inégal et fortement dépendant des systèmes dans lesquels la technologie est introduite. La pandémie de COVID-19 a accéléré l'innovation numérique et l'apprentissage à distance sur tout le continent, tandis que les progrès de l'IA créent de nouvelles possibilités en matière d'apprentissage personnalisé, de soutien aux enseignants, d'efficacité administrative, d'accès élargi et de systèmes éducatifs plus réactifs.[51]

Pour de nombreux pays, la technologie offre de nouvelles façons de surmonter les contraintes de longue date en matière d'accès, de qualité et de capacité du système. Les gouvernements investissent dans la connectivité, les infrastructures numériques, les plateformes d'apprentissage et les réformes éducatives s'appuyant sur les technologies. Ces efforts dépassent le cadre de projets isolés liés aux technologies de l'information et de la communication (TIC) pour s'orienter vers des stratégies d'éducation numérique plus globales, reliant infrastructures, programmes scolaires, formation des enseignants, ressources pédagogiques, systèmes de données et intelligence artificielle.[52] La mise en œuvre de ces réformes varie à travers le continent et les preuves de leur impact sont limitées.

La technologie peut renforcer l'enseignement secondaire à trois niveaux interdépendants :

- **Pour les enseignants :** les outils numériques et d'IA peuvent faciliter la préparation des cours, l'enseignement centré sur l'apprenant, l'évaluation des apprenants, le développement professionnel et l'efficacité administrative.
- **Pour les apprenants :** la technologie et l'IA peuvent offrir davantage d'occasions de mise en pratique, des retours personnalisés,

un meilleur accès aux ressources et une continuité d'apprentissage lorsque la scolarité est perturbée.

- **Pour les systèmes éducatifs :** les plateformes numériques, les systèmes d'évaluation et les systèmes d'information de gestion de l'éducation peuvent renforcer la planification, l'allocation des ressources, le suivi et la réactivité.

La technologie est plus efficace lorsqu'elle renforce le développement professionnel et améliore les pratiques pédagogiques. Les outils numériques et d'IA peuvent réduire les charges administratives et aider les enseignants à consacrer plus de temps aux dimensions spécifiquement humaines de l'éducation, notamment les explications, les encouragements, le mentorat, la création de liens de confiance et la réponse aux besoins individuels des apprenants.[53] La technologie peut également être mise à profit pour soutenir le développement professionnel des enseignants.

Les disparités dans l'accès à l'électricité, aux équipements numériques, à la connectivité, aux outils d'IA, aux contenus pédagogiques accessibles et aux compétences numériques risquent d'accentuer les inégalités existantes. L'accès aux infrastructures numériques dans les écoles ne s'est que très légèrement amélioré depuis 2015, et des inégalités importantes persistent, notamment pour les filles et les femmes, les personnes en situation de handicap, les populations déplacées et les communautés rurales et défavorisées. Une utilisation mal conçue de l'IA engendre de nouveaux risques, tels que l'affaiblissement de l'esprit critique, la réduction de l'engagement significatif dans l'apprentissage et l'incitation à une dépendance excessive aux résultats automatisés. Les systèmes numériques peuvent exposer des données sensibles sur les apprenants et les enseignants, reproduire des biais, fournir des informations inexactes et susciter de nouvelles préoccupations relatives à la protection de la vie privée et à la protection des apprenants.[54]

Conscients de ces risques, un nombre croissant de pays africains renforcent leurs politiques en matière d'éducation numérique, de protection des données, de sécurité en ligne et d'intelligence artificielle, reflétant une évolution plus large vers une gouvernance plus réfléchie des technologies dans l'éducation. Cependant, les ambitions politiques dépassent souvent les capacités de mise en œuvre.[55] Pour exploiter pleinement le potentiel des technologies, des approches axées sur l'accessibilité, l'inclusion, l'accessibilité financière et la prise en compte du contexte local doivent être mises en place parallèlement à des efforts soutenus pour garantir un accès équitable dès le départ.

La technologie ne saurait remplacer un système éducatif efficace. C'est un outil puissant dont la valeur dépend des personnes, des institutions, des infrastructures, de la gouvernance et des pratiques éducatives qui l'entourent.[56] Lorsqu'elle est ancrée dans une finalité éducative et soutenue par un financement durable, des garanties solides, un renforcement des compétences des enseignants et une mise en œuvre réfléchie, la technologie peut élargir les opportunités, améliorer l'apprentissage, maintenir la continuité en cas de perturbations, élargir l'accès aux ressources et au soutien et aider à préparer les jeunes à un avenir numérique où ils pourront être des acteurs à part entière.



Troisième partie : Comment rendre la transformation possible à grande échelle

Cette section examine comment les systèmes éducatifs peuvent transformer les ambitions politiques et les pratiques prometteuses en une transformation durable à grande échelle. Elle explore le financement, les capacités institutionnelles, les données probantes et les partenariats nécessaires à la mise en œuvre des réformes clés de l'enseignement secondaire et formule des recommandations à l'intention des décideurs politiques.

Chapitre 9 : Renforcer les systèmes d'enseignement secondaire pour offrir un enseignement secondaire inclusif et flexible

Le principal défi de l'enseignement secondaire réside de plus en plus dans sa mise en œuvre : traduire des politiques ambitieuses et des innovations prometteuses en changements durables à grande échelle, tout en comblant les lacunes en matière d'équité, de capacités des systèmes et du personnel éducatif. Cette démarche nécessite les capacités financières, institutionnelles et techniques permettant d'aligner les plans, les budgets et les institutions autour de priorités communes, de répartir les ressources de manière équitable, de soutenir la mise en œuvre du niveau national au niveau scolaire et de s'appuyer sur des données probantes pour tirer des enseignements et s'adapter en permanence.

Un financement public adéquat, équitable et durable est essentiel à la transformation de l'enseignement secondaire. Les ressources doivent toutefois être utilisées de manière plus stratégique. Les approches fondées sur l'équité peuvent réduire les coûts pour les ménages et allouer des ressources supplémentaires aux apprenants, aux écoles et aux environnements confrontés aux plus grands obstacles.[57] Le financement devrait être lié à des objectifs d'équité clairement définis et s'attaquer simultanément à de multiples obstacles. Les communautés, notamment les parents et les personnes qui prennent soin des enfants, les entreprises locales et les organisations

religieuses, jouent un rôle important dans le soutien et le financement de l'enseignement secondaire. Cependant, leurs contributions devraient compléter, et non remplacer, un financement public adéquat et équitable, compte tenu notamment des disparités de capacité des communautés à mobiliser des ressources.

Des mécanismes de financement innovants et complémentaires sont nécessaires pour combler le déficit croissant de ressources dans l'enseignement secondaire.[58] Ils peuvent notamment inclure des accords de conversion de dette en faveur du développement, prévoyant le réacheminement des remboursements vers l'éducation, des financements axés sur les résultats, des contributions patronales, des fonds nationaux de formation, des financements climatiques et des cofinancements directs de l'industrie. Toutefois, ils doivent compléter, et non remplacer, les dépenses publiques de base, être gérés de manière transparente, alignés sur les priorités nationales et conçus pour garantir la qualité et l'équité de l'enseignement secondaire.

Dans l'ensemble des réformes, la capacité de mise en œuvre apparaît régulièrement comme le maillon manquant entre l'ambition politique et le changement dans les écoles. Des institutions solides sont indispensables pour transformer les ambitions politiques en une mise en œuvre coordonnée et durable. Il incombe aux gouvernements d'établir des priorités claires, d'organiser les réformes en fonction des réalités budgétaires, démographiques et institutionnelles et d'harmoniser les mandats, les ressources et la responsabilité entre les ministères, les agences nationales et les différentes instances gouvernementales. Cette approche requiert des dirigeants capables de gérer le changement, de coordonner les parties prenantes, de s'appuyer sur des données probantes et de soutenir la mise en œuvre.[59] Le développement du leadership doit donc aller au-delà des formations ponctuelles liées à un projet et s'inscrire dans une démarche d'apprentissage institutionnel à long terme.

Un échelon intermédiaire du système éducatif compétent, comprenant des autorités régionales, départementales et autres instances infranationales, est essentiel pour relier la politique nationale aux écoles et aux centres de formation.[60] Ces acteurs traduisent les réformes en actions, accompagnent leur mise en œuvre, exploitent les données et résolvent les difficultés locales. Cependant, ils doivent souvent conduire des réformes de plus en plus complexes sans disposer de personnel, de formation, d'autorité ni de ressources opérationnelles suffisants. Investir dans ce niveau intermédiaire renforcerait la mise en œuvre, faciliterait l'adaptation appropriée aux réalités locales et apporterait un soutien ciblé et accru aux écoles et communautés qui en ont le plus besoin.

De meilleures données ne renforceront les systèmes éducatifs que si les institutions disposent de la capacité et des procédures nécessaires pour les exploiter.[61] Les données relatives aux apprenants, aux enseignants, au financement, aux différentes formes d'enseignement secondaire, à l'apprentissage et à la transition après le cursus scolaire peuvent aider les gouvernements à mieux planifier et à répartir les ressources plus équitablement. Les gouvernements ont également besoin des capacités et des systèmes nécessaires pour exploiter les nouvelles technologies, notamment l'IA, afin de comprendre les données probantes, de les utiliser pour orienter la mise en œuvre et d'ajuster les politiques au besoin. Les universités, les instituts de recherche, les groupes de réflexion et autres acteurs nationaux peuvent renforcer cette capacité en répondant aux priorités gouvernementales et en consolidant les systèmes nationaux de données probantes.

Les partenariats peuvent apporter des capacités, une expertise, des ressources et une responsabilisation supplémentaires à la réforme de l'éducation, tout en renforçant l'appropriation par l'État.[62] Les employeurs, les collectivités, les jeunes, les chercheurs, la société civile et les partenaires au développement peuvent apporter un soutien financier, une expertise spécialisée, des données probantes et un appui à la mise en œuvre. Leurs rôles et responsabilités doivent être clairement définis et s'inscrire dans le cadre de

plans nationaux à long terme. Des coalitions plus larges peuvent également contribuer à pérenniser les progrès accomplis en cas de changement de direction.

La transformation du système sera certes différente dans chaque pays, mais l'enjeu fondamental est de transformer les ambitions politiques en changements concrets pour les apprenants. Les gouvernements devront adapter l'ordre des réformes à leur situation budgétaire, démographique et institutionnelle. Dans tous les contextes, cependant, les progrès dépendent d'un financement durable et équitable, d'un leadership compétent, d'acteurs intermédiaires efficaces, de systèmes de données probantes intégrés et de partenariats pilotés par les pouvoirs publics. Ensemble, ces fondements peuvent transformer des politiques et des programmes prometteurs en systèmes d'enseignement secondaire cohérents, adaptables et durables.



Recommandations

Les recommandations ci-dessous visent à soutenir un effort collectif de transformation des systèmes d'enseignement secondaire. Bon nombre de ces recommandations mettent en lumière les réformes concrètes nécessaires pour concrétiser les priorités déjà formulées par les institutions africaines, notamment l'Union africaine, l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) et les communautés économiques régionales. L'enjeu est de veiller à ce que ces ambitions se traduisent par des résultats tangibles pour les jeunes. La jeunesse africaine est prête à contribuer à façonner l'avenir du continent et mérite des systèmes éducatifs tout aussi prêts à investir dans son potentiel.



1 Investir dans les systèmes d'enseignement secondaire pour suivre le rythme de la croissance démographique et atteindre les jeunes les plus défavorisés, tout en assurant un investissement continu dans l'apprentissage fondamental et l'enseignement primaire.

1.1. Orienter les ressources vers les apprenants, les écoles et les communautés confrontés aux plus grands obstacles grâce à la gratuité de l'enseignement, au financement équitable, aux repas scolaires et à des infrastructures physiques et numériques inclusives.

1.2. Mobiliser des ressources complémentaires par le biais de mécanismes tels que les accords de conversion de dette en faveur du développement, qui réorientent les remboursements de la dette vers l'éducation, les partenariats public-privé, la responsabilité sociale des entreprises et le déblocage des financements climatiques, tout en veillant à ce qu'ils complètent un financement public national adéquat et équitable et restent alignés sur les priorités nationales en matière d'éducation.

2 Accréditer, reconnaître et développer à plus grande échelle des parcours d'apprentissage suffisamment flexibles pour répondre aux besoins des jeunes, où qu'ils se trouvent et quelle que soit leur situation.

2.1. Développer et renforcer les multiples voies d'accès et de progression dans l'enseignement secondaire général et technique, notamment par le biais des cadres nationaux des qualifications, des politiques d'équivalence et de la reconnaissance des acquis antérieurs.

2.2. Reconnaître, financer et développer des parcours d'apprentissage flexibles en tant que composantes essentielles des systèmes éducatifs nationaux, en adéquation avec les programmes nationaux.

2.3. Offrir un soutien aux apprenants, à travers des parcours flexibles, pour faciliter leur transition vers le travail grâce à des apprentissages, des immersions en milieu professionnel, du microcrédit et d'autres formes de soutien à l'entrepreneuriat.

2.4. Renforcer le suivi longitudinal des apprenants tout au long de leur parcours, y compris lors de la poursuite de leurs études, de leur formation et de leur insertion professionnelle, afin de permettre aux gouvernements de mieux suivre l'évolution de leurs trajectoires et d'adapter les politiques en conséquence.

3 Concevoir des systèmes d'enseignement secondaire qui préparent tous les jeunes au travail, à des moyens de subsistance et à l'apprentissage tout au long de la vie.

3.1. Concrétiser la promesse des programmes d'études axés sur les compétences en mettant en œuvre des réformes complémentaires en matière de formation des enseignants, de ressources pédagogiques, de systèmes d'évaluation et d'infrastructures scolaires.

3.2. Élaborer des politiques et des programmes d'études qui tiennent compte à la fois des opportunités et des risques liés à l'IA dans l'éducation et l'emploi. Dispenser une formation à la littératie numérique et à l'IA aux enseignants et aux élèves afin de préparer les jeunes à utiliser ces compétences dans le monde du travail.

3.3. Faciliter l'insertion professionnelle des jeunes en intégrant l'information sur le marché du travail, l'orientation professionnelle, le mentorat, l'apprentissage en milieu professionnel, ainsi que la formation et le soutien à l'entrepreneuriat dans l'enseignement secondaire, notamment grâce à des partenariats plus étroits avec les employeurs.

3.4. Soutenir les jeunes les plus défavorisés en combinant des dispositifs d'accompagnement à la transition avec des soutiens holistiques tels que des services psychosociaux et des repas scolaires, tout en s'attaquant aux normes et politiques sociales et sexistes discriminatoires qui restreignent l'accès à l'éducation et au travail.

4 Renforcer et élargir le personnel éducatif, tout en améliorant sa capacité à soutenir l'apprentissage, le bien-être, l'inclusion et la réussite des transitions des élèves.

4.1. Poursuivre la professionnalisation de l'enseignement grâce à des normes professionnelles plus rigoureuses, une formation initiale adéquate, un développement professionnel continu, des perspectives de carrière clairement établies et une rémunération équitable.

4.2. Augmenter le nombre d'enseignants pour répondre au besoin estimé à 10,7 millions d'enseignants supplémentaires dans l'enseignement secondaire d'ici 2030, tout en améliorant le recrutement et le soutien professionnel des éducateurs travaillant dans les zones rurales, isolées, fragiles et mal desservies. Renforcer les mesures incitatives et le soutien professionnel pour ces éducateurs, en donnant la priorité à l'inclusion des groupes sous-représentés.

4.3. Intégrer le soutien psychosocial et la santé mentale dans la formation initiale et continue des enseignants, dans le cadre d'un système plus large de politiques de bien-être des enseignants, de soutien par les pairs, de mentorat et de filières d'orientation.

4.4. Renforcer la capacité des chefs d'établissement à améliorer les pratiques pédagogiques, à motiver et à accompagner les enseignants dans leur développement professionnel, à exploiter les données au service de l'amélioration continue, à promouvoir des environnements d'apprentissage inclusifs et à traduire les réformes nationales en changements concrets au sein des établissements scolaires.

4.5. Expérimenter des rôles alternatifs au sein du personnel éducatif, notamment des assistants pédagogiques, des spécialistes disciplinaires, des professionnels de l'inclusion et du bien-être et des mentors communautaires, afin de répondre à la pénurie d'enseignants et de créer un système de soutien pour les enseignants et les apprenants.

5 Renforcer l'efficacité, l'efficience, l'équité et la capacité de mise en œuvre des systèmes d'enseignement secondaire.

5.1. Investir dans l'apprentissage fondamental et le soutien scolaire, le renforcement des compétences des enseignants et l'accompagnement des élèves marginalisés, tout en levant les obstacles aux principales étapes de la transition entre l'école primaire et la fin du secondaire, afin d'améliorer l'efficacité de la formation et les résultats scolaires. Accorder une attention particulière à la progression des élèves du premier au deuxième cycle du secondaire, en examinant notamment les obstacles financiers, les difficultés d'examen, les problèmes de capacité d'accueil et autres facteurs qui les empêchent de poursuivre leur scolarité.

5.2. Améliorer la disponibilité, la qualité et la capacité des acteurs du système à utiliser les données en temps réel et l'IA pour cibler les ressources de manière plus équitable, suivre les résultats d'apprentissage et d'emploi des élèves et évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs nationaux.

5.3. Investir dans les capacités, les ressources et les outils des responsables de l'éducation de niveau intermédiaire, qui sont au plus près des écoles, afin de renforcer la mise en œuvre des réformes, d'en assurer la qualité, de collecter des données et de soutenir les écoles et les enseignants.

5.4. Élaborer un cadre africain pour l'enseignement secondaire définissant une vision commune des connaissances, des compétences, des valeurs et de la capacité d'agir dont les jeunes ont besoin pour apprendre tout au long de leur vie, s'orienter dans le monde du travail et gagner leur vie, participer activement à la vie citoyenne et façonner leurs communautés et leurs sociétés, tout en permettant aux pays d'adapter ce cadre à leurs contextes et priorités respectifs.

6 Constituer une coalition pour promouvoir l'enseignement secondaire en Afrique.

6.1. Réunir un large éventail de parties prenantes au sein d'une Coalition pour l'enseignement secondaire en Afrique pilotée par les gouvernements, afin de mobiliser des financements supplémentaires, une expertise technique, des données probantes, des innovations et un soutien à la mise en œuvre du programme ambitieux de transformation de l'enseignement secondaire présenté dans ce rapport.

6.2. Ancrer la vision de cette coalition dans les priorités continentales et nationales, l'expertise et le renforcement des systèmes à long terme, plutôt que dans des projets fragmentés ou de courte durée. La coalition proposée devra s'appuyer sur les initiatives continentales et interpays pertinentes et les compléter, conformément aux priorités de l'Union africaine et de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA).

Une opportunité inédite s'offre aujourd'hui à l'Afrique. Les jeunes Africains constituent l'un de ses plus grands atouts du XXIe siècle, mais la réalisation de leur potentiel exige des systèmes d'enseignement secondaire à la hauteur de leurs ambitions. Tenir la promesse de l'enseignement secondaire en Afrique ne permettra pas seulement de préparer les jeunes à l'avenir : cela leur donnera les moyens de le façonner, en libérant le potentiel de toute une génération et en contribuant à bâtir un avenir plus fort et plus prospère pour le continent et pour le monde entier.



Notes de fin

1 Dimitri Stoelinga, José Rubio Valverde, Kelsey Hunt et Ricardo Sabates, *Secondary Education in Africa: Enrollment, Progression and Completion: Aggregate Trends 2015–2024* (Laterite, 2026), document de référence préparé pour la Fondation Mastercard.

2 UNESCO, *Higher Education Global Trends Report: Towards Inclusive, Equitable and Quality Higher Education in an Internationally Mobile Landscape* (Paris : UNESCO, 2026), https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000398121.

3 Commission de l'Union africaine, *Continental Education Strategy for Africa 2026–2035: A Framework for Action* (Addis-Abeba : Commission de l'Union africaine, 2025).

4 Stoelinga et al., *Enrollment, Progression and Completion*.

5 Stoelinga et al., *Enrollment, Progression and Completion*.

6 Stoelinga et al., *Inequalities and Disadvantages*.

7 Stoelinga et al., *Inequalities and Disadvantages*.

8 Stoelinga et al., *Enrollment, Progression and Completion*.

9 UNESCO, *SDG4 Scorecard Progress Report on National Benchmarks: Focus on the Out-of-School Rate (Montréal : Institut de statistique de l'UNESCO, 2025)*.

10 D'après les données du Crisis Dashboard d'Education Cannot Wait relatives aux apprenants non scolarisés des premier et deuxième cycles du secondaire en Afrique subsaharienne et en Afrique du Nord, consultées en juillet 2026 : https://www.educationcannotwait.org/crisis-dashboard.

11 Stoelinga et al., *Enrollment, Progression and Completion*.

12 Stoelinga et al., *Enrollment, Progression and Completion*.

13 Stoelinga et al., *Enrollment, Progression and Completion*.

14 Stoelinga et al., *Inequalities and Disadvantages*.

15 Stoelinga et al., *Inequalities and Disadvantages*.

16 UNESCO, *Can African Countries Afford Their National SDG 4 Benchmarks?*, document d'orientation n° 49a (Rapport mondial de suivi sur l'éducation de l'UNESCO, 2024), https://doi.org/10.54676/QSFJ8148.

17 Williams, Zubairi et Rose, *Equitable Financing*.

18 Eunice Mueni Williams, Asma Zubairi et Pauline Rose, *Secondary Education in Africa: Equitable Financing – Progress since 2020: Background Paper* (Research for Equitable Access and Learning [REAL] Centre, 2026), document de référence préparé pour la Fondation Mastercard, s'appuyant sur la base de données UNESCO-UIS, le tableau de bord de la dette de la CNUCED et les statistiques de la dette internationale de la Banque mondiale, consulté en mai 2026.

19 Williams, Zubairi et Rose, *Equitable Financing*.

20 World Data Lab, l'unité de recherche sur les politiques de développement de l'université du Cap et la Fondation Mastercard, *Africa Youth Employment Outlook 2026* (2026), https://worlddatalab.org/africa-youth-employment-outlook-report.

21 World Data Lab, Development Policy Research Unit de l'Université du Cap et Fondation Mastercard, *Africa Youth Employment Outlook 2026*.

22 World Data Lab, Development Policy Research Unit de l'Université du Cap et Fondation Mastercard, *Africa Youth Employment Outlook 2026*.

23 Bureau international du Travail (BIT), *Women and Men in the Informal Economy: A Statistical Picture*, 3e éd. (Genève : Bureau international du Travail, 2018) ; World Data Lab et al., *Africa Youth Employment Outlook 2026*.

24 Julius Kariuki Gatune, Mona Iddrisu, Gameli Adika, Priscilla Twumasi Baffour, Rose Wanjiru Ngugi et Deborah Delasi Akoto Tamakloe, *Secondary Education in Africa: The Changing Nature of Work in Africa: Background Paper* (African Center for Economic Transformation [ACET], 2026), document de référence préparé pour la Fondation Mastercard.

25 Analyse originale réalisée pour le présent rapport à partir des données de panel harmonisées de Laterite (2026) sur les examens de passage. Voir également la figure 1.7 du chapitre 1 du présent rapport.

26 Kelsey Hunt, Gutama Girja Urago, Padmini Balaji et Vaughan Connolly, *Competency-Based Curricula in African Secondary Education: A Scoping Review of Post 2020 Evidence* (Laterite, 2026), rapport d'étude exploratoire préparé pour la Fondation Mastercard.

27 Amna Ansari, *Transitions from Secondary Education to Work in Africa: A Scoping Review of Post 2020 Evidence* (Research for Equitable Access and Learning [REAL] Centre, 2026), rapport d'étude exploratoire préparé pour la Fondation Mastercard.

28 Ansari, *Transitions from Secondary Education to Work*.

29 Dawit Tibebu Tiruneh, *Teachers and School Leadership in Secondary Education in Africa: A Scoping Review of Post 2020 Evidence* (Research for Equitable Access and Learning [REAL] Centre, 2026), rapport d'étude exploratoire préparé pour la Fondation Mastercard ; Laté Lawson, Daniel Omanyo, Leila Abdullahi, Sarah Boafo, Melinda Sarpong et Nii Lankwei Lamptey, *Secondary Education in Africa: Teacher Development, Management and School Leadership: Background Paper* (Education Sub-Saharan Africa [ESSA], 2026), document de référence préparé pour la Fondation Mastercard.

30 UNESCO-IICBA, *Assessment of the Psychosocial Impact of Covid-19 on Teachers, Teacher Educators and Learners and Psychosocial Support Needs in Selected Sub-Saharan African Countries* (Institut international de l'UNESCO pour le renforcement des capacités en Afrique [IICBA], 2023), https://teachertaskforce.org/knowledge-hub/assessment-psychosocial-impact-covid-19-teachers-teacher-educators-and-learners-and.

31 Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et Équipe spéciale internationale sur les enseignants pour Éducation 2030, *Global Report on Teachers: Addressing Teacher Shortages and Transforming the Profession* (Paris : UNESCO, 2024).

32 UNESCO et Équipe spéciale internationale sur les enseignants pour Éducation 2030, *Global Report on Teachers*.

33 UNESCO et Équipe spéciale internationale sur les enseignants pour Éducation 2030, *Global Report on Teachers*.

34 Tiruneh, *Teachers and School Leadership* ; Lawson et al., *Teacher Development, Management and School Leadership*.

35 Tiruneh, *Teachers and School Leadership* ; Lawson et al., *Teacher Development, Management and School Leadership*.

36 The Education Commission, *Transforming the Education Workforce: Learning Teams for a Learning Generation* (2019), https://educationcommission.org/wp-content/uploads/2019/09/Transforming-the-Education-Workforce-Full-Report.pdf.

37 Tiruneh, *Teachers and School Leadership*.

38 Gabriel Asante, « The Effects of Cost Elimination on Secondary School Enrolment in Sub-Saharan Africa », *Educational Review* 76, n° 3 (2024) : 561–85, https://doi.org/10.1080/00131911.2022.2028732.

39 UNESCO, *SDG4 Scorecard Progress Report on National Benchmarks*.

40 Williams, Zubairi et Rose, *Equitable Financing*.

41 Williams, Zubairi et Rose, *Equitable Financing*.

42 Williams, Zubairi et Rose, *Equitable Financing* ; Stoelinga et al., *Enrollment, Progression and Completion*.

43 Noella Binda Niati, *Youth Agency, Civic Participation, and the Digital Frontier in African Secondary Education: A Scoping Review of Post 2020 Evidence* (Research for Equitable Access and Learning [REAL] Centre, 2026), rapport d'étude exploratoire préparé pour la Fondation Mastercard.

44 Stoelinga et al., *Enrollment, Progression and Completion*.

45 D'après les données du Crisis Dashboard d'Education Cannot Wait relatives aux apprenants non scolarisés des premier et deuxième cycles du secondaire en Afrique subsaharienne et en Afrique du Nord, consultées en juillet 2026 : https://www.educationcannotwait.org/crisis-dashboard.

46 Voir, par exemple, Pauline Rose, Monazza Aslam, Romanshi Gupta et al., *Independent Evaluation of the Girls' Education Challenge Phase II: Education Pathways for Marginalized Adolescent Girls beyond Formal Schooling* (Tetra Tech International Development et FCDO, 2023), https://intdev.tetratecheurope.com/our-projects/gec-educational-pathways/.

47 Niaz, *Flexible Pathways for Out-of-School Youth*.

48 Laraib Niaz, *The Role of Flexible Pathways for Out-of-School Youth in Africa: A Scoping Review of Post 2020 Evidence* (Research for Equitable Access and Learning [REAL] Centre, 2026), rapport d'étude exploratoire préparé pour la Fondation Mastercard.

49 Niaz, *Flexible Pathways for Out-of-School Youth*.

50 Niaz, *Flexible Pathways for Out-of-School Youth*.

51 Ronald Omuthe, *Technology in Secondary Education in Africa: A Scoping Review of Post 2020 Evidence* (Research for Equitable Access and Learning [REAL] Centre, 2026), rapport d'étude exploratoire préparé pour la Fondation Mastercard ; Hannah Simmons, Oluwatomisin Oyedele, Johnny D'Rozario et Arjun Upadhyay, *Secondary Education in Africa: Education Technology and Artificial Intelligence: Background Paper* (EdTech Hub, 2026), document de référence préparé pour la Fondation Mastercard.

52 Omuthe, *Technology in Secondary Education in Africa*.

53 Équipe spéciale internationale sur les enseignants pour Éducation 2030 de l'UNESCO, *Promoting and Protecting Teacher Agency in the Age of Artificial Intelligence* (Équipe spéciale internationale sur les enseignants pour Éducation 2030 de l'UNESCO, 2025), https://teachertaskforce.org/knowledge-hub/promoting-and-protecting-teacher-agency-age-artificial-intelligence.

54 UNESCO, *Global Education Monitoring Report 2023: Technology in Education: A Tool on Whose Terms?* (Rapport mondial de suivi sur l'éducation [GEM] de l'UNESCO, 2023), https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000385723.

55 Omuthe, *Technology in Secondary Education in Africa* ; Simmons et al., *Education Technology and Artificial Intelligence*.

56 Omuthe, Technology in Secondary Education in Africa; Simmons et al., Education Technology and Artificial Intelligence.

57 Williams, Zubairi et Rose, *Equitable Financing*.

58 Williams, Zubairi et Rose, *Financement équitable*.

59 Sheena Bell, Clare Leaver, Zahra Mansoor, Karen Mundy, Dana Qarout et Martin J. Williams, *The Role of Delivery Approaches in Education Systems Reform: Evidence from a Multi-Country Study*, Document de travail de l'initiative DeliverEd (Commission de l'éducation, 2023), https://educationcommission.org/wp-content/uploads/2023/06/The-Role-of-Delivery-Approaches-in-Education-Systems-Reform-Evidence-from-a-Multi-Country-Study.pdf; Banque mondiale, *World Development Report 2018: Learning to Realize Education's Promise,* (Washington, DC : Banque mondiale, 2018), http://www.worldbank.org/en/publication/wdr2018; Luis Crouch et J. DeStefano, *Doing Reform Differently: Combining Rigor and Practicality in Implementation and Evaluation of System Reforms*, Document de travail sur le développement international n° 2017–01 (RTI-International, 2017), https://shared.rti.org/content/doing-reform-differently-combining-rigor-and-practicality-implementation-and-evaluation.

60 B. Tournier, K. Godwin, E. Cameron et C. Lugaz, *Leveraging the Potential of the Middle Tier to Improve Education Outcomes: The Role of a Capacity Assessment Framework* (IIPE-UNESCO, 2025), https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000393642.

61 Voir, par exemple : Ruth Stewart, « How Evidence, Implementation, Policy, and Politics Come Together within Evidence Systems: Lessons from South Africa », *Development Policy Review* 41, n° 2 (2023) : e12657, https://doi.org/10.1111/dpr.12657.

62 Birger Fredriksen et Camilla Helgø Fossberg, « The Case for Investing in Secondary Education in Sub-Saharan Africa (SSA): Challenges and Opportunities », *International Review of Education* 60, n° 2 (2014) : 235–59, https://doi.org/10.1007/s11159-014-9407-3.




mastercard
foundation